

Le Canada, l'Uruguay Round et l'Organisation mondiale du commerce

Le Canada, qui est l'un des pays du monde dépendant le plus du commerce, avait à coeur de voir aboutir les Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, non seulement parce qu'elles promettaient d'élargir l'accès aux marchés et de renforcer les règles et les institutions commerciales, mais aussi pour voir la croissance intérieure et l'emploi se développer.

Un accord historique mettant fin à sept ans de négociations entre les membres du GATT fut signé à Marrakech (Maroc) en avril 1994. Les signataires doivent maintenant traduire les intentions de cet accord dans les faits. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les objectifs commerciaux du Canada au Sommet du G-7. Pour qu'ils se réalisent, cependant, il faut reconnaître d'entrée de jeu deux priorités immédiates : faire adopter des lois nationales efficaces et mettre sur pied une Organisation mondiale du commerce (OMC) forte qui remplacera le Secrétariat du GATT.

Tout d'abord, les 124 pays signataires doivent procéder rapidement à l'adoption des textes législatifs nécessaires à la mise en oeuvre de l'accord de Marrakech. Tant que dure ce processus, c'est important que les gouvernements s'en tiennent à l'esprit et à la lettre de l'accord. Sur ce point, le Canada exhorte ses partenaires du G-7 à résister énergiquement aux pressions internes pour faire plus que le nécessaire, autrement cela pourrait mener à un accroissement, plutôt qu'à une diminution, des obstacles au commerce. La façon dont cette question importante sera résolue déterminera la crédibilité des ententes signées à Marrakech et, au bout du compte, influera sur l'avenir du système commercial multilatéral.

À l'automne, le ministre du Commerce international devrait demander au Parlement d'entériner l'accord de Marrakech et d'approuver l'entrée du Canada à l'OMC. Le Canada, qui a joué un rôle majeur dans l'élaboration de l'OMC, souhaite qu'elle soit une institution qui tienne compte des intérêts de tous.

En outre, le Canada exhorte ses partenaires du G-7 à user de toute leur influence pour que l'OMC soit suffisamment forte pour faire entrer le monde de plain-pied dans le XXI^e siècle et faire contrepoids aux pressions dues à l'incertitude et au protectionnisme économiques. Il est d'ailleurs essentiel que l'OMC fonctionne sans heurts pour pouvoir mener à terme les négociations restées inachevées, notamment en ce qui concerne les services financiers, les télécommunications et les marchés publics.

Il faut aussi décider des conditions d'admission des membres à l'OMC. L'élargissement de l'Organisation ne peut que renforcer le système de commerce réglementé, ce qui sera à l'avantage des pays concernés. Toutefois,